

## Réajustement du regard

Didier Spire

**Didier Spire**

Rédacteur en chef

Une évidence s'impose avec le temps : le véritable mobile de nos recherches n'est pas toujours celui que l'on vise au départ. On se lançait dans des découvertes ponctuelles avec l'espoir de découvrir le chaînon manquant, ou tout au moins de marquer sa discipline du sceau de son initiative ; on partait ambitieux d'apporter de nouvelles découvertes ; on revient lesté d'une image globale. On s'employait à comprendre, on pensait déchiffrer ; on se souvient surtout d'une complexité effroyable. On se voyait chercheur capable de modifier la société des hommes : on n'était qu'un passant ordinaire avec juste quelques connaissances supplémentaires.

Seule l'épaisseur du temps, en effet, permet de s'ajuster à la réalité, de décanter progressivement l'indéfinissable émotion qui nous a saisi, un jour, devant la beauté des œuvres de la nature et de ce que les sociétés humaines peuvent en faire.

Seule l'épaisseur du temps, aussi, permet de tempérer les coups de colère devant les gâchis terribles que ces mêmes sociétés peuvent susciter, par appétit de pouvoir, par égoïsme, par manque de réflexion et de croyance en l'avenir.

Seule l'épaisseur du temps, enfin, à travers des mixages répétés de souvenirs et d'expériences, avec des filtres successifs de mémoire éliminant le superflu, peut nous aider à reconnaître ce qui était important et ce qui s'était gravé au-dedans de nous-mêmes.

C'est alors seulement que l'on commence à se poser les vraies questions : quels étaient nos mobiles, que voulions-nous

véritablement ? Pourquoi le faisons-nous ? Quel était le moteur de notre action ? À quel progrès avons-nous participé ? Qu'allions-nous chercher au juste...

Répondre à cela, c'est échanger nos clichés quotidiens et instantanés contre un désir de donner un sens à notre activité de recherche. Si je personnalisais, tout en simplifiant, je dirais que ce sens, pour moi, s'inscrit d'abord dans une volonté de communication humaine qui s'adresse à tous les hommes, partout semblables et pourtant si différents.

Être un scientifique, c'est s'efforcer de gagner en lucidité et de partager cette lucidité avec d'autres. La conséquence en découle : le chercheur doit devenir un être « engagé », et il ne manque pas d'occasions pour cela. Le chercheur ne peut rester toute sa vie un être indifférent à ce qui est extérieur à la science, mais qui en est sa raison d'être. S'il accumule des connaissances, s'il produit du savoir et du savoir-faire, il contribue à engendrer de nouveaux pouvoirs (rappelons la formule de Francis Bacon : « Tout savoir est pouvoir »). Or le pouvoir sert aussi bien à faire le bien que le mal. Il serait donc irresponsable de ne plus se préoccuper du devenir des connaissances que l'on a créées, de l'utilisation des nouveaux pouvoirs issus de nos activités scientifiques. L'engagement du scientifique dans un principe de lucidité renvoie alors nécessairement au principe de responsabilité.

Cette responsabilité qui est la nôtre exige que nous expliquions et partagions nos connaissances avec le plus grand nombre

de nos concitoyens, afin que la société toute entière puisse faire des choix, démocratiquement, à la suite de nos découvertes et qu'elle se donne les moyens de les réaliser, de les modifier ou de les refuser.

Il y a là une chaîne, une succession de principes, qui se situe entre la recherche et l'utilisation des connaissances nouvelles, et qui devrait fonctionner dans les deux sens.

Connaissance scientifique ↔ Lucidité  
↔ Responsabilité ↔ Démocratie  
↔ Choix de société

Je voudrais rappeler ici les paroles de Spinoza, qui constituaient à l'époque une belle utopie philosophique et scientifique : « Le savoir est le seul bien qui s'accroisse à le partager. »

L'acceptation de nouvelles techniques issues du savoir s'inscrivant nécessairement dans un ensemble social, il est bien évident que le comportement de la population sera d'autant plus favorable à les accepter qu'elle sera apte à en évaluer les bénéfices attendus. L'erreur fatale des super transnationales productrices d'OGM est de ne pas avoir suivi ces principes (mais le pouvaient-elles, vu le seul but qui les motive – le profit maximum). À faire des plantes résistantes à des herbicides pour mieux vendre à la fois l'herbicide et la variété nouvelle, on lasse la population qui n'y trouve aucun intérêt direct. Mais pourquoi rejeter à la fois un colza ou un maïs OGM résistants à un herbicide et un papayer ou un manioc OGM qui permettent de se débarrasser du problème angoissant des virus responsables d'une baisse drastique de la consommation locale ? Dans un cas, il s'agit d'un nouveau produit qui apportera un profit à quelques actionnaires ; dans le second cas il s'agit de répondre à un besoin exprimé par des producteurs locaux et qui contribue à la résolution d'un problème local. Les techniques d'obtention sont semblables, mais le but et les pratiques sociales qu'elles sous-tendent sont opposés. À force de diaboliser la technique en elle-même, sans analyser son utilité sociale, on finit par introduire le doute sur l'ensemble des résultats.

Il faut reconnaître maintenant que le monde scientifique n'a pas su tenir compte des émotions découlant de ses découvertes. Rien n'est pire que le savoir établi. La perception des émotions est à la base de ce que, depuis des millénaires, les êtres humains appellent l'âme ou

l'esprit. C'est cette vertu subjective qui fait la spécificité de l'Homme. Aucune étude scientifique ne peut en rendre compte, mais elle devrait en tenir compte. Être à l'écoute de ce qui se passe dans la vie de tous les jours, analyser les croyances, les illusions, les imaginaires sociaux n'est pas les légitimer. L'exigence de rationalité ne consiste nullement à juger le subjectif, mais à en saisir les « raisons internes ». Le danger auquel les chercheurs sont confrontés est alors de glisser, par défense, de la rationalité vers le rationalisme. La rationalité consiste à suivre une voie totalement logique dans l'explication de ce qui peut être expliqué. Le rationalisme annonce sans nuance que tout peut être expliqué. Une telle affirmation nie la subjectivité et limite alors les rapports entre public et chercheurs. Une nouvelle construction ne peut pourtant s'établir que grâce à la rencontre des uns et des autres. Le chercheur serait donc bien inspiré d'être attentif à ces sensibilités diverses en un moment où l'émotionnel joue un rôle de plus en plus important dans de nombreux phénomènes sociaux.

Cette délicate situation à gérer au mieux peut être résolue en s'inspirant de la règle de Condorcet : « Ne pas se soumettre à la dictature de l'ignorance tout en gardant des distances raisonnables vis-à-vis de l'aristocratie de la compétence. » Tout est dans un équilibre à trouver.

Si le but du travail d'un chercheur est d'améliorer le sort des hommes, de participer à la recherche d'un bonheur qui est, bien sûr, toujours subjectif et difficile à atteindre, la question de l'utilité de ses recherches se pose.

En ce début de siècle, il faut bien se rendre compte, d'abord, que les hommes doivent gérer une complexité croissante dans laquelle il n'y a plus une réalité unique, mais un tissu complexe que l'on ne peut appréhender efficacement sans un va-et-vient constant entre le global et le local, le général et le spécifique.

Or, nous vivons une époque où deux concepts coexistent et se heurtent. L'un est celui de la souveraineté (celle de la nation, du terroir, du village même) avec des lois consolidant et protégeant ces ensembles. Le second correspond au libre échange international, dont l'objectif affirmé est la création d'un marché mondialisé s'appuyant sur un droit purement économique, privilégiant l'ouverture de toute frontière et refusant de prendre en compte les problèmes sociaux qui en découlent.

La science agronomique est prise entre ces deux concepts. Une de ses tendances vise à l'universalité des connaissances, l'autre part au contraire de l'étude de terrain et recherche des solutions spécifiques. Mais, bien souvent, la mise en œuvre d'une action scientifique est pluridisciplinaire et ses résultats sont fonction de la guerre qui oppose le général et le particulier.

Prenons l'exemple de la banane : dans le même temps où des chercheurs mettent au point des techniques de génétique, de protection des cultures, d'agronomie, de biotechnologie pour stabiliser, voire accroître la production de banane, l'OMC condamne le système préférentiel portant sur l'importation de ces fruits en Europe à partir des pays ACP. Le prix payé aux producteurs, supérieur à celui du marché mondial, était une aide et une protection des agricultures de ces pays. L'OMC, défendant les grandes firmes multinationales américaines qui contrôlent 80 % du commerce mondial de la banane, menace alors des milliers de petites planteurs et contribue à la désintégration sociale des agriculteurs. Participer à l'accroissement de la productivité dans de telles conditions, est-ce encore une priorité ? Les bénéfices obtenus par la recherche ne seront-ils pas dévoyés par une mondialisation envahissante. À qui bénéficieront les résultats de ces recherches ?

Cette opposition fondamentale entre activité locale et décision internationale conduit souvent à la destruction de petites productions locales au profit de productions intensives d'un seul produit de valeur marchande internationale. Cela permet peut-être l'entrée de devises qui rembourseront la dette nationale, mais cela poussera indirectement à la destruction de projets d'autosuffisance alimentaire.

Les échanges en général, surtout quand ils touchent aux produits agricoles, ne sont pas favorables au partenaire le plus pauvre ou à celui dont l'agriculture est la moins développée. Cela ne date pas d'hier : en 1703, le Portugal autorisait l'importation de textiles anglais. L'Angleterre s'engageait, en contrepartie, à acheter le vin de Porto. Le roi du Portugal espérait ainsi stimuler la production agricole. Il donna en réalité à l'Angleterre le contrôle de ses productions viticoles et fit, en même temps, périliter l'industrie textile locale.

On ne peut traiter l'échange international, surtout quand il s'agit de l'agro-alimentaire, en termes purement écono-

miques. Cet échange est indispensable mais doit être traité d'une façon équitable. Comment accepter de mettre en compétition des agriculteurs dont le niveau est très différent. Entre le paysan africain et l'exploitant agricole des États-Unis, ce niveau s'exprime dans un rapport de un à cent. Les pays pauvres devraient avoir, par exemple, la possibilité de se protéger par des droits de douane élevés car ils n'ont pas les moyens d'apporter une aide directe aux producteurs comme cela se pratique dans les pays riches. Répétons-le : l'alimentation pour tous passe par la promotion d'échanges équitables. Le chercheur agronome devrait se sentir concerné et s'inscrire, selon ses possibilités, dans ce processus. Les solutions sont davantage dans la recherche d'un équilibre que dans la volonté de la performance. Elles passent par la reconquête de marchés locaux et régionaux. Il faut favoriser les productions situées à proximité des zones de consommation et tenter des actions visant à réduire la concentration que l'on observe partout : concentration des productions sur des surfaces cultivées réduites, conduisant à une réduction des actifs agricoles (en Europe, de 1992 à 1998 : un million d'actifs en moins), concentration des sociétés transnationales dont une dizaine contrôle 85 % du marché mondial agrochimique, concentration des richesses et des revenus, concentration dans des villes de plus en plus grandes. Des analyses économiques récentes mettent d'ailleurs en avant le rôle que peut jouer une politique de redistribution et de réduction des inégalités dans la croissance économique. Intensification, productivisme, gigantisme sont des mots différents qui expriment une même réalité : la recherche d'un maximum de profit. Mais cette réalité provoque des ruptures, des fractures sociales, une société à deux vitesses. Une gestion bien tempérée du temps, de

l'espace, des échanges est à réinventer. Les trois quarts des 815 millions de personnes sous-alimentées de ce monde sont des paysans. Comment est-il possible que ces gens subissent encore la faim alors qu'il n'y a jamais eu autant de produits ? Les récoltes mondiales ont atteint ces dernières années le record exceptionnel de 1 900 millions de tonnes de céréales, la production totale des denrées de base (céréales et tubercules) 2 500 millions de tonnes, soit 40 % de plus qu'en 1980... Et pourtant la FAO a déploré, encore récemment, les résultats dérisoires enregistrés dans la lutte contre la faim. Il y a cinq ans, l'objectif était de réduire de moitié le nombre de mal nourris d'ici l'an 2015. On en est encore loin. Un petit accroissement de production serait pourtant suffisant si la croissance s'accompagnait d'une redistribution de la nourriture, des moyens de la produire et du pouvoir d'achat nécessaire pour l'acheter. Force est de constater que l'accroissement de la production mondiale associé au développement de l'économie de marché et au néolibéralisme ne résout pas le problème.

Alors, comment réfléchir et orienter ses recherches dans ce cadre planétaire et souvent contradictoire ? Comment hiérarchiser les priorités ?

La réflexion, qu'elle soit menée par un chercheur de sciences cognitives ou par celui qui « colle au terrain », doit s'appuyer sur le regard ; le regard que l'on porte sur soi-même et l'utilité de ce que l'on produit, mais surtout le regard que l'on porte sur les autres.

Les dirigeants du monde réunis en l'an 2000, reconnaissant que la mondialisation comportait des risques d'exclusion, avaient centré leurs débats sur la notion de dignité humaine. C'est la dignité, conférée par le regard des autres, qui crée l'être humain à part entière.

Dès lors, toute recherche éclairée par l'idée de dignité peut se justifier si elle

manifeste une forme de respect envers l'autre. « La seule transgression pour moi interdite est celle qui concerne le devoir d'altérité », écrit Axel Kahn.

De cette réflexion découle l'importance primordiale pour le développement et la démocratisation d'une politique de coopération sous toutes ses formes.

Or, un fléchissement de l'aide au développement s'observe aujourd'hui. L'Europe par exemple, dont la France, considère avec une certaine réticence une relance de l'aide publique au développement (APD), restant loin des 0,7 % du PNB que souhaite l'ONU. La tendance générale chez les pays riches est d'ailleurs à la baisse. L'APD a baissé de près de 30 % depuis 1992. Chacun rentre dans sa coquille. Une conférence de l'ONU sur le financement de l'aide, en mars prochain au Mexique, cherchera des solutions. La francophonie, si elle ne veut pas être un alibi, se devrait d'apporter une réflexion nouvelle et indépendante en montrant, par exemple, comment le niveau de nutrition est un facteur important de la croissance économique, en se prononçant pour une réduction forte de la dette (entre 1982 et 1998, les pays en développement ont ensemble remboursé plus de quatre fois ce qu'ils devaient et la dette reste encore plus élevée aujourd'hui qu'il y a vingt ans), en proposant une relance de l'aide et des solutions scientifiques et techniques permettant de s'adapter à l'environnement local grâce à des techniques « digestibles ».

Les priorités mondiales passent par de nouvelles règles du jeu, respectant certaines normes alimentaires, de santé, d'environnement, de société.

Depuis dix ans, les *Cahiers Agricultures* ont montré, dans des domaines divers, que des solutions existaient si l'on respectait la capacité des populations à définir ce qu'est leur conception du bonheur de vivre. Persévérons ! ■